



Rapport Financier Semestriel
30 JUIN 2017

SOMMAIRE

I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2017

II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2017

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2017

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Faits marquants de la période

Le Groupe **Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2017 de 127.9M€, en progression de 12,9% (11,3% à périmètre et taux de change constants). Cette croissance est portée par les deux segments sur le semestre, les activités Grands Comptes continuant sur leur lancée des années précédentes (chiffre d'affaires en hausse de 13,2% – 11,9% à périmètre et taux de change constants – par rapport au 30 juin 2016) et les activités Mid-Market réalisant une performance exceptionnelle ce premier semestre (chiffre d'affaires en hausse de 11,3% – 9,4% à périmètre et taux de change constants – par rapport au 30 juin 2016).

Les activités Grands Comptes ont vu leur chiffre d'affaires augmenter au premier semestre de 13,2% en données publiées. Cette forte croissance s'explique d'une part, par le positionnement de spécialiste de la Data et du Digital, domaines d'excellence de Keyrus qui sont au cœur des préoccupations de l'ensemble des organisations, et d'autre part, par les investissements importants réalisés l'an passé au niveau commercial et marketing en France et à l'international. Cette croissance est bien répartie sur l'ensemble des régions que couvre le groupe Keyrus. Il est à noter également le retour à la rentabilité des zones Canada et Amérique Latine, résultat des réorientations stratégiques et managériales des années précédentes. Certains pays sont toutefois à niveau de ventes en ligne ou en légère baisse par rapport à 2016 (Royaume-Uni et Israël).

Les activités Mid-Market connaissent un premier semestre 2017 en forte croissance en termes de chiffre d'affaires (26,7M€ contre 24,0M€ l'année dernière). Cette croissance est principalement portée par les prestations de services et la progression du portefeuille de maintenance. La prise de commande du premier semestre laisse toutefois présager un second semestre 2017 en croissance plus modérée.

Croissance externe de la période

Au cours du premier semestre 2017, le Groupe Keyrus a acquis Décilogic, société d'une dizaine de collaborateurs, localisée dans le Sud-Ouest de la France et portant une offre BI/reporting sur ERP Sage et Navision ainsi qu'une offre Workflow & portail collaboratif. La société a réalisé un chiffre d'affaires d'un million d'euros en 2016 et a été absorbée par Absys-Cyborg au cours du semestre.

Par ailleurs, les minoritaires de la filiale Rheims, qui détenaient encore 30% de celle-ci, ont été rachetés par Keyrus Brésil, ce qui porte la participation du groupe dans la société à 100%.

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 101,2M€
- Mid Market : 26,7M€

3. Résultats

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2017 s'élève à 4,6M€, contre 2,4M€ au premier semestre 2016. Cette amélioration de la rentabilité est également portée par les deux segments :

- les activités Grands Comptes connaissent une forte amélioration de leur rentabilité de 1,7M€, résultat des investissements 2016 au niveau commercial et marketing ainsi que de la politique continue d'investissements en termes d'innovation et de déploiement de l'offre globale Keyrus au niveau international. Il convient de nuancer cette amélioration en rappelant que la rentabilité de ces activités avait été fortement impactée au 1^{er} semestre 2016 par le lancement du plan d'investissements commercial et marketing.
- Les activités Mid-Market connaissent une amélioration de 0,5M€ (+24%) de leur rentabilité.

Le résultat opérationnel s'élève à 4,1M€ contre 1,6M€ au premier semestre 2016. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents liés à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de fonctions de direction (0,4M€), en particulier en France.

Le coût de l'endettement financier est de 0,8M€ au 1^{er} semestre 2017, en hausse de 0,1M€ par rapport au 1^{er} semestre 2016. Le résultat financier intègre également d'autres produits et charges financiers (produits de désactualisation et pertes de change principalement) pour un montant net de +0,2M€.

Le résultat avant impôt ressort donc à 3,5M€ contre 1,3M€ au 30 juin 2016.

La charge d'impôts totale est en hausse à (1,6) M€ contre (1,2) M€ au 30 juin 2016. L'impôt exigible augmente de 0,5M€, principalement du fait de la hausse de la CVAE, le reste de la hausse provenant des impôts différés (0,1) M€.

En conséquence, le résultat net s'établit à 1,9M€ et le résultat net par action (dilué) ressort en forte amélioration à 13 centimes par action contre 1 centime au premier semestre 2016.

4. Flux de trésorerie

La trésorerie s'élève à 16,2M€ au 30 juin 2017, en baisse de 4,1M€ par rapport au 31 décembre 2016.

La dette financière brute (hors put, earn-out et dettes sur acquisitions de filiales) augmente de 4,9M€ passant de 35,3M€ à 40,2M€.

La dette nette s'élève à 24,0M€ au 30 juin 2017 contre 15,3M€ un an auparavant et 15,0M€ au 31 décembre 2016. Cette augmentation de la dette nette au cours du premier semestre s'explique non seulement par une augmentation de son besoin en fonds de roulement du fait de la saisonnalité récurrente de l'activité, mais également par une dégradation du recouvrement clients. Il convient également de rappeler que la dette nette au 30 juin 2016 avait été diminuée significativement (8,3M€) par le remboursement de la créance relative au Crédit Impôt Recherche de 2012, remboursée au cours du premier semestre alors que ces dernières années les remboursements intervenaient au cours du second semestre. Cette année, la créance relative au Crédit Impôt Recherche de 2013 a été remboursée au cours du second semestre, ce qui impacte la dette nette de 7,2M€ par rapport à sa position un an auparavant.

5. Bilan

Les actifs non courants ressortent à 80,0M€ au 30 juin 2017 contre 78,2M€ au 31 décembre 2016. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des créances fiscales long terme.

Les actifs courants hors trésorerie diminuent légèrement de 100,8M€ à 97,0M€.

Les capitaux propres consolidés augmentent à 45,2M€ au 30 juin 2017 contre 43,2M€ au 31 décembre 2016.

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de 12,1M€ au cours du semestre. Si une partie de cette augmentation est normative et liée à la croissance de l'activité et à la saisonnalité de celle-ci, nous estimons qu'environ 3M€ de hausse ne sont pas normatifs et résultent d'une mauvaise performance du recouvrement clients sur la période, affectant les deux segments. Des actions correctrices ont été prises et la dépréciation du compte clients tient compte des éventuels risques.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

7. Evénements postérieurs au 30 juin 2017

En mai 2016, l'administration a notifié à Keyrus SA l'ouverture d'un contrôle portant sur les exercices 2013 à 2015. Afin d'interrompre la prescription sur le CIR 2012 et l'exercice 2013, l'administration a notifié une proposition de rectification interruptive de prescription pour cette seule année 2013 en décembre 2016. Ceci a permis de prolonger les travaux de contrôle et les discussions, y compris sur l'exercice 2013. En juillet 2017, l'administration a notifié une nouvelle proposition de rectification pour l'ensemble des années contrôlées. Compte tenu des conclusions des contrôles précédents et des points de discussion sur le contrôle en cours, la société estime que sa position concernant le risque encouru est reflétée dans les comptes au 30 juin 2017.

Le groupe a procédé en juillet à une prise de participation de 51% de QConsulting, société de conseil brésilienne spécialisée en smart data, comptant une quarantaine de consultants et réalisant environ 3M€ de chiffre d'affaires.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 1.7 du Rapport de Gestion, présent dans le document de référence 2016 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 avril 2017 sous le numéro D.17-0484.

Le groupe n'a pas connaissance de nouveaux risques significatifs que ceux présentés dans le document de référence 2016.

II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

Dans le contexte actuel, nos deux secteurs d'activité font face à des situations de marché différentes.

Nos activités Grands Comptes bénéficient d'un marché dynamique porté par les investissements des grands groupes dans la transformation digitale et l'application business des avancées technologiques en matière de digitalisation de la relation client, de data science et d'intelligence artificielle. Elles aident en effet les grandes organisations, souvent très internationales, à exploiter les données et informations disponibles pour améliorer leur performance et développer leurs affaires. Ce domaine d'activité connaît néanmoins ses difficultés propres, liées à la concurrence importante entre les divers prestataires de services et à la complexité grandissante des projets et des technologies.

Nos activités Mid-Market, principalement françaises et avec un portefeuille de clients de type PME et ETI, ont connu un excellent premier semestre. En outre, Absys-Cyborg pourra capitaliser sur une base installée unique de plus de 3.500 clients qui présente de nombreuses opportunités de migrations de sa base installée vers les versions les plus innovantes de ses logiciels. Cependant, si la confiance actuelle des PME et ETI contribue à cette performance, cette confiance et les investissements restent très volatiles sur ce marché. Par ailleurs, la prise de commandes 2017 laisse présager un second semestre plus en ligne avec les années précédentes en terme de croissance. Ainsi, ce marché très fluctuant incite à rester prudent quant à l'évolution de l'activité.

Dans nos deux segments, nous mettons l'accent sur l'innovation, la qualité de nos prestations et de notre relation client et envisageons pour le groupe la poursuite de la croissance au deuxième semestre.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2017

KEYRUS

I. — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
Chiffre d'affaires	5	127 928	113 332	227 926
Autres produits de l'activité		99	108	199
Total produits des activités ordinaires		128 027	113 440	228 125
Achats consommés		-43 486	-41 028	-85 265
Charges de personnel	6	-75 921	-69 020	-130 353
Impôts et taxes		-1 232	-1 440	-2 270
Dotations aux Amortissements	11	-678	-575	-1 243
Reprises de provision & Pertes de valeur		-2 159	1 071	701
Autres produits et charges opérationnels		32	-44	-527
Résultat Opérationnel Courant		4 582	2 405	9 167
Autres produits opérationnels	7	670	87	156
Autres charges opérationnelles	7	-1 124	-871	-1 948
Résultat Opérationnel		4 128	1 621	7 375
Coût de l'endettement financier net	8	-770	-639	-1 404
Autres produits et charges financiers	8	181	365	733
Résultat avant impôt		3 539	1 347	6 704
Impôts sur le résultat	9	-1 634	-1 228	-2 091
Résultat net		1 905	119	4 612
Dont:				
Part du Groupe		1 984	82	4 353
<i>Part des minoritaires</i>		-79	37	259
Résultat par action		0,13	0,01	0,28
Résultat dilué par action		0,13	0,01	0,28

II. — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 905	119	4 612
Autres éléments du résultat global :			
Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :			
régimes à prestations définies			-114
- Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés			38
Sous total des éléments ne devant pas être reclassés			-76
Eléments devant être reclassé ultérieurement en résultat net :			
- Ecart de conversion	-652	172	453
- Impôts sur les éléments devant être reclassés	67	-79	-102
Sous total des éléments devant être reclassés	-585	92	351
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	-585	92	275
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 320	211	4 887
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>1 456</i>	<i>188</i>	<i>4 582</i>
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>-137</i>	<i>23</i>	<i>305</i>

III. — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€		
		30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Goodwill	10	44 085	45 018	44 371
Immobilisations Incorporelles	11	346	327	391
Immobilisations Corporelles	11	3 741	3 296	3 365
Autres actifs non courants	12	27 187	25 809	25 361
Impôts différés actifs	9	4 687	4 547	4 706
Total Actif Non Courant		80 046	78 997	78 194
Stocks et en cours	13	7	19	9
Créances clients et autres débiteurs	14	100 783	82 013	96 954
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	16 182	16 753	20 278
Total Actif Courant		116 972	98 784	117 240
Total de l'actif		197 017	177 781	195 434

PASSIF	Notes	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Capital		4 241	4 241	4 241
Primes d'émission		20 942	20 942	20 942
Réserves consolidées		18 039	13 529	13 642
Résultat consolidé		1 984	82	4 353
Capitaux Propres Part du Groupe		45 207	38 795	43 179
Intérêts minoritaires		463	964	1 064
Total des capitaux propres		45 670	39 759	44 243
Provisions	16	8 116	7 474	7 093
Passif financiers	17	18 336	22 135	19 337
Impôts différés passifs	9	155	111	123
Total Passif Non Courant		26 608	29 720	26 552
Provisions	16	4 723	2 856	3 857
Passifs financiers	17	26 541	15 656	20 783
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	19	28 699	24 655	31 910
Dettes fiscales et sociales	19	42 119	40 500	42 296
Autres passifs	19	22 658	24 636	25 793
Total Passif Courant		124 740	108 302	124 639
Total du passif		197 017	177 781	195 434

IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En milliers d'€		
	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Résultat net	1 905	119	4 612
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-255	-347	-576
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	2 698	-624	491
Elim. des profits/pertes sur actualisation des créances en dettes			-284
Plus et moins-values de cession	19	10	19
Elim. des autres charges et produits calculés	-37	73	45
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	4 330	-769	4 307
Coût de l'endettement financier net	770	639	1 404
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 634	1 228	2 091
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	6 734	1 099	7 802
Impôts versés	-1 465	-1 376	-2 489
Variation du BFR	-12 110	3 209	1 014
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-6 841	2 931	6 326
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 108	-1 183	-2 137
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-330	-495	-1 657
Incidence des variations de périmètre	-154	-1 687	-1 921
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 591	-3 366	-5 714
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Dividendes versés			14
Rachats et ventes d'actions propres	138		28
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-3 025	-15 381	-16 021
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5 646	10 686	16 317
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-796	-598	-1 366
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 963	-5 294	-1 027
Incidence des variations des cours des devises	-124	-15	5
Incidence des changements de principes comptables	47	150	150
Variation de trésorerie	-6 547	-5 593	-261
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	20 002	20 263	20 263
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture (Note 17)	13 456	14 669	20 002

V — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2015	4 241	20 942	10 142	209	3 717	39 251	36	39 287
Affectation résultat à reclassement			3 717		-3 717			
Incidence des changements de méthodes								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-177	406		229	46	275
Résultat 2015					4 353	4 353	259	4 612
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-177	406	4 353	4 582	305	4 887
Variation de l'auto détention			378			378		378
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-637			-637	2 151	1 514
Put sur intérêts minoritaires			-395			-395	-1 443	-1 839
Autres								
Solde au 31/12/2016	4 241	20 942	13 027	615	4 353	43 179	1 064	44 243
Affectation résultat à reclassement			4 353		-4 353			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			67	-595		-528	-57	-585
Résultat 2017					1 984	1 984	-79	1 905
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			67	-595	1 984	1 456	-137	1 320
Augmentation de capital								
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			434			434	-464	-31
Put sur intérêts minoritaires								
Solde au 30/06/2017	4 241	20 942	18 019	20	1 984	45 207	463	45 670

VI — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2017 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 19 septembre 2017 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2017.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2017 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels de Keyrus et de ses filiales (ci-après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2017 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2016. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe Keyrus dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Evolution des règles et méthodes comptables

Les principes et méthodes comptables utilisés pour la préparation des comptes semestriels consolidés résumés sont identiques à ceux retenus pour la clôture annuelle au 31 décembre 2016, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS endossés par l'Union Européenne et applicables à compter du 1er janvier 2017.

Les normes, amendements et interprétations IFRS suivants, d'application obligatoire au 30 juin 2017, n'ont pas eu d'impact significatif dans les comptes :

- Amendements d'IAS 7 « État des flux de trésorerie » – Amélioration de la présentation et des informations fournies en annexe.
- Amendements d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » – Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre des pertes non réalisées.

Par ailleurs, les nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés mais non encore applicables ou non appliqués de manière anticipée par le Groupe sont les suivantes :

- IFRS 9 « Instruments financiers ».
- IFRS 15 « Produits provenant de contrats avec les clients ».
- IFRS 16 « Contrats de location ».
- IFRS 17 « Contrats d'assurance ».
- Amendements d'IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises » et d'IFRS 10 « États financiers consolidés » – Ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le Groupe et les entités mises en équivalence.
- Amendements d'IAS 40 « Immeubles de placement » – Transferts d'immeubles de placement.
- Amendements d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » – Clarifications sur le classement et l'évaluation des paiements fondés sur des actions.
- Améliorations des IFRS publiées en décembre 2016 (cycle 2014-2016).
- IFRIC 22 « Paiement d'avance sur transactions en devises ».
- IFRIC 23 « Comptabilisation des incertitudes en matière d'impôt sur le résultat ».

À l'exception des normes IFRS 9 et IFRS 15 qui sont applicables au 1er janvier 2018, ces nouvelles normes et amendements n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait. Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) **Méthodes de consolidation** :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de

l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré-estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable.

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application de IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant par le contrôle correspondants ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles** : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des relations clients amortis sur 5 ans et des

logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwill représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwill comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwill). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacun des segments opérationnels ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme des actifs financiers disponibles à la vente conformément à la norme IAS 39. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres.

En cas de perte de valeurs définitives, le montant de la dépréciation est comptabilisé en résultat de la période.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) **Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel** :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations sont enregistrés en réserve. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. Les effets ayant un impact sur le résultat sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

13) **Provisions pour restructuration** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) **Provisions Garantie / Risques projets** : Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) **Instruments hybrides** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) **Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation". Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

18) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

19) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré

de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation. En application de la norme IAS 11, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs contrats de construction selon la méthode de l'avancement. La méthode à l'avancement est fondée sur des indicateurs de développement du projet liés au nombre d'heures ou aux coûts encourus sur les coûts totaux réestimés périodiquement projet par projet. Dès lors qu'un dépassement des coûts totaux prévisionnels sur la facturation prévue apparaît, il est constitué une provision pour perte à terminaison.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

20) **Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel** : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

21) **Coût de financement** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

22) **Trésorerie et équivalents de trésorerie** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

23) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux cadres dirigeants ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe **Keyrus**. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de

l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

26) Politique de gestion des risques financiers

En matière de risque de change, plus de 80% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro et près de 100% dans la même devise que les coûts de production correspondant. Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux variable. Dans le contexte de taux favorable actuel, le Groupe envisage de mettre en place une couverture de taux sur le second semestre 2017 afin de sécuriser son coût de financement avantageux.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

En mai 2016, l'administration a notifié à Keyrus SA l'ouverture d'un contrôle portant sur les exercices 2013 à 2015. Afin d'interrompre la prescription sur le CIR 2012 et l'exercice 2013, l'administration a notifié une proposition de rectification interruptive de prescription pour cette seule année 2013 en décembre 2016. Ceci a permis de prolonger les travaux de contrôle et les discussions, y compris sur l'exercice 2013. En juillet 2017, l'administration a notifié une nouvelle proposition de rectification pour l'ensemble des années contrôlées. Compte tenu des conclusions des contrôles précédents et des points de discussion sur le contrôle en cours, la société estime que sa position concernant le risque encouru est reflétée dans les comptes au 30 juin 2017.

Le groupe a procédé en juillet à une prise de participation de 51% de QConsulting, société de conseil brésilienne spécialisée en smart data, comptant une quarantaine de consultants et réalisant environ 3M€ de chiffre d'affaires.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, la valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- Rachat de titres de minoritaires sur Rheims (30%) par Keyrus Brasil, ce qui porte la participation du groupe Keyrus dans la société à 100%.
- Intégration dans le périmètre de consolidation de la filiale colombienne détenue à 100% par Keyrus SA et créée fin 2016.
- Acquisition de Décilogic et fusion dans Absys-Cyborg par transmission universelle de patrimoine.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom au 30/06/2017	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Management	Paris - France	31 décembre	90%	90%	01/01/17 - 30/06/17
Kadris Group	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Kadris Consultants	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Espagne (Etica Software)	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus do Brazil (Etica Do Brazil)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Maurice	Ile Maurice	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Chine	Shangäi	31 décembre	70%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Equinoxe	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	68%	68%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Israël	Tel Aviv - Israël	31 décembre	70%	70%	01/01/17 - 30/06/17
Vision BI	Tel Aviv - Israël	31 décembre	36%	51%	01/01/17 - 30/06/17
Vision BI USA	New York - USA	31 décembre	36%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Capital Markets	Paris - France	31 décembre	95%	95%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Biopharma Belgium	Lane - Bruxelles	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Biopharma Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	90%	90%	01/01/17 - 30/06/17
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Up Génération	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Rheims	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Colombia	Medellin - Colombie	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
BIPB Group Limited	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus UK (BIPB Limited UK)	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
BIPB LLC US	New York - USA	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
BIPB SARL	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Biopharma Innovation	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Management Régions	Lyon - France	31 décembre	93%	95%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Middle East DMCC	Dubaï - EAU	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Middle East Software Trading LLC	Dubaï - EAU	31 décembre	80%	49%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Management Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	51%	51%	01/01/17 - 30/06/17
Keyrus Talents	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/17 - 30/06/17
Medqualis	Montréal - Canada	31 décembre	55%	55%	01/01/17 - 30/06/17

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Mid Market (MM)

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- du « résultat opérationnel » tel que défini en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segment suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Mid Market.

en Milliers €	30/06/2017			30/06/2016			31/12/2016		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	101 187	26 741	127 928	89 338	23 994	113 332	180 418	47 508	227 926
Total produits des opérations	101 187	26 741	127 928	89 338	23 994	113 332	180 418	47 508	227 926
Résultat Opérationnel Courant	2 045	2 537	4 582	358	2 047	2 405	5 016	4 151	9 167
Autres produits et charges opérationnelles	-414	-40	-454	-448	-335	-784	-1 412	-380	-1 792
Résultat Opérationnel	1 632	2 496	4 128	-90	1 711	1 621	3 604	3 770	7 375

en Milliers €	30/06/2017				30/06/2016				31/12/2016			
	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations inter-secteur	Total
Bilan :												
Actifs												
Goodwills	31 641	12 443		44 085	32 871	12 147		45 018	32 036	12 335		44 371
Immobilisations nettes	3 049	1 038		4 087	2 733	890		3 623	2 844	911		3 755
Actifs sectoriels	87 235	24 020	-10 465	100 790	70 459	16 679	-5 154	81 985	82 132	24 620	-9 789	96 963
Autres Actifs	48 346	-481	191	48 056	50 016	9 803	-12 663	47 155	46 936	3 219	191	50 346
Total des actifs consolidés	170 271	37 021	-10 274	197 017	156 079	39 519	-17 817	177 781	163 947	41 085	-9 598	195 435

La décomposition géographique du chiffre d'affaires se décline comme suit :

Secteurs secondaires

Chiffres d'affaires

En % du chiffre d'affaires	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
France	63%	63%	62%
Europe Zone Euro hors France	19%	21%	20%
Autres	18%	16%	19%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%

Note 6 – Charges de personnel

en milliers d'€	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Salaires et traitements	54 112	49 559	93 303
Charges sociales	19 876	18 141	34 244
Autres charges de personnel	1 865	1 320	2 689
Engagements retraites	68		117
TOTAL	75 921	69 020	130 353

Au premier semestre 2017, un Crédit Impôt Recherche d'un montant actualisé net d'honoraires de 2,0M€, en hausse de 0,3M€ par rapport au premier semestre 2016, a été comptabilisé en diminution des charges de personnel. Par ailleurs, l'impact du CICE s'élève à 0,8M€ pour le premier semestre 2017, en hausse de 0,2M€ suite au rehaussement du taux de 6% à 7%.

Effectifs	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Effectif opérationnel	2 038	1 871	1 932
Effectif commercial et administratif	462	398	420
Total effectif	2 500	2 269	2 352

Les effectifs salariés présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Charges de réorganisation	-507	-599	-1 071
Résultat de cession d'actifs	-19	-10	-19
Autres	71	-175	-702
Autres produits et charges opérationnels	-454	-784	-1 792

Les charges de réorganisation concernent principalement les entités françaises, Grands Comptes et Mid Market.

Note 8 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Intérêts et autres produits financiers	-23	-14	-35
Total produits financiers	-23	-14	-35
Intérêts et charges assimilées	747	625	1 369
Total Charges financières	747	625	1 369
Coût de l'endettement financier net	-770	-639	-1 404

en milliers d'€	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Gains de change	436	416	683
Produits de désactualisation sur créances d'exploitation	255	347	571
Autres produits financiers	95	89	99
Total produits financiers	786	851	1 354
Pertes de change	444	367	643
Autres charges financières	135	101	257
Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente	26	19	-279
Total Charges financières	605	486	621
Autres produits et charges financiers	181	365	733

Les produits financiers concernent principalement un profit de désactualisation des instruments financiers et du CIR pour 255 K€.

Note 9 – Impôts

Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Impôt différé	-6	-71	28
Impôt exigible	-1 628	-1 156	-2 119
Charge (+) ou produit (-) d'impôt	-1 634	-1 228	-2 091

La charge d'impôt exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 1,0M€ au 30 juin 2017 (0,7M€ au 30 juin 2016 et 1,4M€ au 31 décembre 2016). Le reste de la hausse de la charge d'impôt résulte de l'amélioration de la rentabilité.

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Résultat avant impôts	3 539	1 347	6 704
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	1 179	449	2 234
Rapprochement :			
Différences permanentes	36	-576	-2 665
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs			
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	-10	988	1 674
Impact du report variable	-2	-10	-10
Effet des différences de taux d'imposition	-234	-79	-81
Crédit d'impôt et CVAE (1)	652	443	939
Autres	14	14	1
Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté	1 634	1 228	2 091
Taux effectif d'impôt	46,17%	91,21%	31,19%

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour 988K€ (1026K€ en 12-2016)

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale composée de la société Absys-Cyborg depuis le 01/01/2001. Dans le cadre de cette intégration, les relations entre Absys-Cyborg et la société tête de groupe (Keyrus SA) sont régies par une convention dont le principe général est le suivant :

toutes les dispositions ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, celle-ci se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Impôts différés au bilan

En milliers d'euros	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Impôts différés actifs :			
- base impôts différés activables	16 802	17 010	17 261
- dont non reconnus	12 115	12 462	12 555
Impôts différés actifs reconnus	4 687	4 547	4 706
Impôts différés passifs	155	111	123
Impôts différés nets	4 532	4 437	4 584

* Les impôts différés activables sont évalués sur la base des déficits reportables, des différences temporaires fiscales et des différences temporelles de consolidation.

Le Groupe a choisi de limiter le montant des actifs d'impôts différés reconnus au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le bénéfice prévisionnel des cinq années suivantes. Au total, le groupe dispose de déficits reportables cumulés de 46,8M€.

Les impôts différés actifs et passifs pour une même entité sont compensés dans la présentation bilantielle.

Note 10 – Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2016	41 739
Acquisitions	3 350
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	709
Au 31 décembre 2016	45 798
Acquisitions	108
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	-394
Au 30 Juin 2017	45 512
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2016	-1 427
Dotations de l'exercice	
Au 31 décembre 2016	-1 427
Dotations de l'exercice	
Au 30 Juin 2017	-1 427
Montant net comptable au 30 Juin 2017	44 085
Au 31 décembre 2016	44 371

Au 30 juin 2017, l'allocation des écarts d'acquisition des sociétés Decilogic, Navigha, Créac'h et Medqualis est provisoire. A ce stade, il n'y a pas d'écart d'évaluation significatif identifié.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Grands Comptes	31 641	32 871	32 036
Middle Market	12 443	12 147	12 335
TOTAL	44 085	45 018	44 371

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2017, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Les tests de valorisation seront effectués lors de l'arrêté annuel des comptes.

Note 11 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions, brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2016	1 504	1 720	3 224	6 709	6 709
Acquisitions	111	320	431	1 706	1 706
Cessions/Mises au rebut	-154	-218	-372	-1 322	-1 322
Variation de périmètre		15	15	127	127
Ecart de change	16	55	71	234	234
Reclassement					
Au 1er janvier 2017	1 477	1 892	3 369	7 454	7 454
Acquisitions	74	45	119	1 015	1 015
Cessions/Mises au rebut	-55	-1	-55	-29	-29
Variation de périmètre		6	6	32	32
Ecart de change	-8	-40	-48	-175	-175
Reclassement					
Au 30 juin 2017	1 489	1 902	3 390	8 296	8 296
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2016	1 334	1 504	2 838	4 176	4 176
Charge d'amortissement de l'exercice	185	67	252	992	992
Dépréciations		-9	-9	-5	-5
Cessions/Mises au rebut	-150	-29	-179	-1 308	-1 308
Variation de périmètre		15	15	107	107
Ecart de change	16	45	61	128	128
Reclassement					
Au 1er janvier 2017	1 385	1 593	2 978	4 089	4 089
Charge d'amortissement de l'exercice	65	53	118	560	560
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut	-28		-28	-10	-10
Variation de périmètre		5	5	22	22
Ecart de change	-7	-23	-29	-105	-105
Reclassement					
Au 30 juin 2017	1 415	1 629	3 044	4 555	4 555
Montant net :					
Au 30 juin 2017	73	273	346	3 741	3 741
AU 31 décembre 2016	92	299	391	3 365	3 365

Note 12 – Autres actifs non courants

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2015	22 815	38	22 777
Augmentation	2 249		2 249
Remboursement	-172		-172
Variation de périmètre	42		42
Reclassement et Autres variations	464	-1	465
Solde au 31/12/2016	25 398	37	25 361
Augmentation	2 095		2 095
Remboursement	-52		-52
Variation de périmètre	-242		-242
Reclassement et Autres variations	23	-2	25
Solde au 30/06/2017	27 223	36	27 187

En milliers d'€	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Dépôt de garantie et prêts	4 639	3 582	4 324
Titres de participations non consolidés	780	383	831
Autres créances part à plus d'un an	21 767	21 844	20 205
TOTAL	27 187	25 809	25 361

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de crédit d'impôt recherche et de crédit d'impôt emploi compétitivité des exercices 2014, 2015, 2016 et du premier semestre 2017.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 13 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Marchandises	46	59	43
Ecart de conversion			9
Total au coût	46	59	51
Dépréciation à l'ouverture	-43	-34	-34
Variation			
Ecart de conversion	4	-7	-9
Dépréciation à la clôture	-39	-41	-43
TOTAL NET	7	19	9

Note 14 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Créances clients	79 054	69 180	76 086
Dépréciation sur créances clients	-2 649	-2 491	-2 544
Montant net des créances clients	76 405	66 688	73 542
Autres débiteurs nets	14 721	6 918	15 094
Charges constatées d' avance	9 656	8 407	8 318
TOTAL	100 783	82 013	96 954

Les autres débiteurs nets comprennent principalement des créances de TVA, ainsi que des créances de CIR et de CICE remboursables à moins d'un an.

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Echéances			
Non échues	54 109	53 934	56 853
Entre 0 et 30 jours	11 336	6 968	10 573
Entre 31 et 60 jours	4 514	2 573	2 469
Entre 61 et 90 jours	2 332	1 024	1 520
Entre 91 et 180 jours	2 866	828	1 523
Entre 181 et 360 jours	225	1 828	823
Plus de 360 jours et douteux	3 672	2 023	2 325
TOTAL	79 054	69 180	76 086

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2 649K€ (2 544K€ à fin 2016). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 15 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Équivalents de trésorerie	931	1 046	853
Trésorerie	15 251	15 706	19 424
TOTAL	16 182	16 753	20 278

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

RUBRIQUES	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	16 182	16 756	20 278
Découverts bancaires	-2 697	-2 066	-257
Autres	-30	-21	-18
Trésorerie du tableau des flux	13 456	14 669	20 002

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 16 – Provisions

En milliers d'€	31/12/2016	Variation de périmètre	Effet de l'écart de change	Dotation	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	OCI	Reclassement	30/06/2017
Provisions pour risques & charges	5 678		-100	1 489	-16	-100		-329	6 622
Provisions pour engagement retraite	1 414			80					1 494
Provisions non courantes	7 093		-100	1 569	-16	-100		-329	8 116
Provisions pour risques & charges	3 856		-11	2 780	-1 855	-376		329	4 723
Provisions courantes	3 856		-11	2 780	-1 855	-376		329	4 723

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement :

- Provisions pour litiges sociaux et prud'homaux : 1.587K€
- Provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 3.735K€
- Provision pour engagement de retraite : 1.494K€
- Autres provisions pour risques & charges : 6.023K€

Note 17 – Passifs financiers

RUBRIQUES	30/06/2017	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	12 849	4 646	8 203	
Financement de créances	24 657	18 323	6 334	
Découvert bancaires	2 697	2 697		
Autres passifs financiers	4 675	875	3 799	
TOTAL DETTES FINANCIERES	44 877	26 541	18 336	

RUBRIQUES	31/12/2016	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	Autres	30/06/2017
Emprunts bancaires	12 199	-210	27	1 316	-484		12 849
Financement de créances	22 856			4 375	-2 574		24 657
Découverts bancaires	257	-7		2 447			2 697
Autres passifs financiers	4 808	-23		-111		1	4 675
TOTAL DETTES FINANCIERES	40 120	-240	27	8 026	-3 058	1	44 877

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros. Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 12,8M€ (contre 12,2M€ à fin 2016) sont conclus à des taux d'intérêt variables pour environ 85% du montant et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont principalement indexés sur l'Euribor 1 mois et 3 mois.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux.

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Emprunts et assimilés

Le Groupe a refinancé son endettement à moyen terme au cours du premier semestre 2016, dans le cadre de la conclusion d'un crédit syndiqué sur cinq ans permettant de financer la croissance

externe de Keyrus pour les trois prochaines années. Le montant maximal de tirage est de 18M€. Un financement BPI France de 5M€, adossé à ce crédit syndiqué et amorti sur 7 ans, a également été souscrit au premier semestre 2016 :

- Crédit syndiqué : emprunt bancaire en date du 23 février 2016 pour un montant de tirage maximum de 18M€.
 - Solde au 30 juin 2017 : 4,3M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursement semestriel
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + marge de 1,25 à 2,00 selon le ratio de covenant R1 atteint
 - Ratios financiers
 - R1 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations.
 - R2 : Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.

- BPI France : Prêt Croissance Internationale en date du 8 février 2016 pour un montant de 5M€ :
 - Solde au 30 juin 2017 : 5M€
 - Durée de l'emprunt : 7 ans
 - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé
 - Taux d'intérêt fixe de 2,42%
 - Aucun ratio financier applicable

Compte tenu de l'encours financier à taux variable et du contexte de taux négatif en Europe, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 200K€.

De manière générale, l'ensemble des financements du groupe respectent les covenants bancaires.

- Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers correspondent aux options d'achats des minoritaires des sociétés acquises par le Groupe et aux clauses d'earn-out liées aux acquisitions du Groupe.

Note 19 – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2017	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2016	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Provisions à court terme	4 723	4 723		3 857	3 857	
Fournisseurs et comptes rattachés	25 438	25 410	28	29 682	29 654	28
Avances et acomptes reçus	2 158	2 158		1 047	1 047	
Avoirs à établir	1 103	1 103		1 181	1 181	
Dettes fiscales et sociales	42 119	42 035	84	42 296	42 201	95
Dettes sur immobilisations						
Autres dettes	1 042	1 042		1 141	1 141	
Produits constatés d'avance	21 616	19 970	1 646	24 652	22 862	1 790
TOTAL	98 199	96 441	1 758	103 856	101 943	1 913

Note 20 - Juste valeur des Instruments financiers au bilan

En milliers d'euros	Juste valeur par résultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
30/06/2017						
Actifs financiers non courant		27 187			27 187	27 187
Clients		76 405			76 405	76 405
Autres débiteurs		24 377			24 377	24 377
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16 182				16 182	16 182
ACTIFS FINANCIERS	16 182	127 969			144 152	144 152
Emprunt obligataires (y compris <1 an)						
Autres passifs (y compris <1 an)			42 180		42 180	42 180
Fournisseurs			25 438		25 438	25 438
Autres créditeurs			22 658		22 658	22 658
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture)						
Concours bancaires courants			2 697		2 697	2 697
PASSIFS FINANCIERS			92 973		92 973	92 973

Note 21 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

Engagements reçus	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Crédit syndiqué	13 700	-	13 700
Facilités de caisse	2 046	1 758	3 671
Ligne CGA (financement non utilisé)	4 124	11 217	4 630
Ligne OSEO (financement non utilisé)	2 841	1 100	3 446
Lignes Brésil (financement non utilisé)	-	111	-
Lignes Espagne (financement non utilisé)	300	300	-
Lignes Canada (financement non utilisé)	507	695	-

Engagements donnés	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Redevances Crédit Bail non échues	néant	néant	néant
Garantie donnée Crédit du Nord	-	-	-
Garantie donnée à CGA	6 874	7 050	7 066
Garantie donnée à Itau	1 330	1 393	1 458
Garantie donnée à Bradesco	-	111	-
Garantie donnée à Santander Brésil	798	836	875
Garantie donnée à Santander Espagne	150	300	150
Garanties données à la BANQUE DU CANADA	507	695	529

**IV RAPPORT _____
AUX COMPTES SUR _____
SEMESTRIELLE 2017**

**DESCOMMISSAIRES
L'INFORMATION**

RBA SA
5, rue de Prony
75017 Paris

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

KEYRUS

Société Anonyme

155, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 septembre 2017

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Robert BELLAICHE

Joël ASSAYAH

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 29 septembre 2017

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général